



Systèmes informatiques et électroniques de péage

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2016

GEA

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2015/2016

Au cours du premier semestre la production ressort en net retrait à 25,81 M€ contre 28,18 M€ au 31 mars 2015 (- 8,4 %).

Le recul du chiffre d'affaires est particulièrement marqué à l'exportation (-31,2 %) en dépit des efforts engagés pour réorienter l'activité de l'entreprise dans ce sens et qui tardent à porter leurs fruits dans un climat international fortement déprimé.

Le ralentissement des programmes d'automatisation en France semble par ailleurs se confirmer.

Si le taux de marge brute reste relativement stable (en retrait cependant de 1,4 points par rapport au premier semestre de l'an dernier), la marge brute pour sa part diminue fortement en valeur sous l'effet de la baisse du niveau d'activité et d'un recours ponctuel plus important à la sous-traitance lié à la réalisation d'un contrat en Russie.

Malgré une assez bonne maîtrise des coûts de personnel (+ 1 %), le maintien de l'outil de production et de développement dans ce contexte de baisse d'activité a fortement impacté le résultat d'exploitation qui ressort en recul de près de 32 %.

Le résultat financier, constitué pour l'essentiel de la rémunération de la trésorerie de l'entreprise, ressort à 0,43 M€ contre 0,27 M€ au 31 mars 2015.

Le résultat net s'établit à 2,85 M€, contre 4,05 M€ au 31/03/2015, et vient renforcer une structure financière saine caractérisée par 68,5 M€ de fonds propres (contre 64,4 M€ au 31/03/2015), une trésorerie nette de 65,5 M€ (67,1 M€ au 31/03/2015) et une absence totale d'endettement.

Cette indépendance financière permettra à GEA de poursuivre ses efforts de prospection commerciale, ses investissements techniques et ses efforts commerciaux stratégiques, notamment à l'exportation (effort sur les prix, investissements pris en charge par l'entreprise, etc.)

Elle permettra également, le cas échéant, de faire face à d'éventuelles baisses du niveau d'activité.

Faits marquants :

En France, GEA a poursuivi la fourniture d'équipements de péage pour la quasi-totalité des sociétés d'autoroutes.

Dans le cadre de ses contrats pluriannuels, de nouvelles commandes ont été enregistrées avec les Groupes ABERTIS (SANEF), EIFFAGE (AREA) et VINCI (VINCI AUTOROUTES).

La société CEVM (Groupe EIFFAGE) exploitante du Viaduc de Millau a confié à GEA l'adaptation de son système de péage aux normes en vigueur de lecture des cartes à puce.

GEA a par ailleurs obtenu la confiance de la société SMPTC pour la rénovation du système de péage du tunnel du Prado à Marseille.

Elle a également été retenue pour l'automatisation des équipements de péage du Boulevard Périphérique Nord de Lyon.

Enfin, deux contrats ont été remportés auprès de la société SANEF pour la fourniture de systèmes automatiques de détection de catégories de véhicules et d'antennes hyperfréquences de télépéage.

A l'international GEA a poursuivi avec succès ses réalisations en cours.

Parallèlement plusieurs contrats de maintenance pluriannuels ont été signés au cours du premier semestre.

Par ailleurs, après avoir remporté l'an dernier des contrats significatifs au Maroc pour le déploiement du télépéage, un nouveau contrat a été signé cette année avec la société des

Autoroutes du Maroc pour la fourniture des équipements de péage destinés aux extensions des gares existantes ainsi qu'aux nouvelles gares.

Le carnet de commandes fermes, exporté à hauteur de 54 %, s'élevait au 31 mars 2016 à 50 M€ contre 52 M€ un an auparavant.

Principaux risques et incertitudes :

- Arrivée de nouveaux concurrents : à notre connaissance aucun nouveau concurrent n'est intervenu dans les domaines d'activité de GEA au cours du semestre écoulé
- Baisse des prix : GEA évolue sur un marché concurrentiel ce qui peut entraîner une pression sur les prix.
Par ailleurs la société peut être appelée à faire des efforts commerciaux stratégiques ponctuels, notamment pour pénétrer de nouveaux marchés à l'export.
- Des décalages de livraisons sont possibles dans l'activité de GEA en raison notamment des cadences de mise en service des infrastructures autoroutières et des programmes de déploiement des équipements de péage dont la société n'a pas la maîtrise.
- Contrefaçon : s'il reste marginal compte tenu des évolutions technologiques permanentes et du niveau de services associé à la vente de ce type de produits, ce risque existe néanmoins.
- Risque client : ce risque est relativement faible compte tenu de la qualité des donneurs d'ordre en France (sociétés publiques ou privées concessionnaires d'ouvrages d'art). Il peut en revanche être significatif à l'exportation sur certaines zones géographiques.
- Risque de change : la couverture des risques de change est réalisée, lorsque cela est possible, sous forme de contrats à terme.

La société utilise également ponctuellement les dispositifs de couverture de la COFACE.

- Risques juridiques : de par ses activités tant en France qu'à l'étranger, la société peut faire l'objet de divers litiges.

GEA a souscrit diverses polices d'assurance pour couvrir ses principaux risques (RC, multirisques et pertes d'exploitation, marchandises transportées, flotte automobile et aérienne).

Parties liées :

Aucune transaction entre parties liées n'a influé sur la situation financière ou les résultats de la société.

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2016)

BILAN
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

ACTIF	31/03/2016	30/09/2015
	(6 mois)	(12 mois)
ACTIF IMMOBILISE		
- Immobilisations incorporelles	11	12
- Immobilisations corporelles	1 241	1 273
- Immobilisations financières	147	153
TOTAL	1 399	1 438
ACTIF CIRCULANT		
- Stocks et en cours	11 191	9 921
- Avances et acomptes versés sur commande d'exploitation	0	
- Clients et comptes rattachés	15 412	13 905
- Créances diverses	956	644
- Valeurs mobilières de placement	1 944	1 952
- Disponibilités	63 582	66 580
TOTAL	93 085	93 002
- Comptes de régularisation	1 063	1 241
TOTAL ACTIF	95 547	95 682

PASSIF	31/03/2016	30/09/2015
	(6 mois)	(12 mois)
CAPITAUX PROPRES		
- Capital	2 400	2 400
- Primes	2 927	2 927
- Réserves	60 326	55 065
- Report à nouveau	3	2
- Résultat de l'exercice	2 854	7 769
TOTAL	68 510	68 164
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 218	2 219
DETTES		
- Emprunts et dettes financières	4	5
- Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	87	87
- Fournisseurs et comptes rattachés	7 757	9 682
- Dettes fiscales et sociales	4 791	4 932
- Autres dettes d'exploitation et diverses	293	292
TOTAL	12 933	14 998
- Comptes de régularisation	11 886	10 302
TOTAL PASSIF	95 547	95 682

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2016)

COMPTE DE RESULTAT
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

31/03/2016 **30/09/2015**

	31/03/2016	31/03/2015	30/09/2015
	(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Chiffre d'affaires net	24 393	30 133	57 943
+ Production stockée	1 417	-1 953	-178
+ Autres produits d'exploitation	217	385	708
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	26 027	28 566	58 473
- Achats	10 094	11 586	23 817
- Variation de stocks	224	-711	191
- Autres achats externes	3 237	2 954	5 801
TOTAL DES CONSOMMATIONS EXTERNES	13 555	13 828	29 808
- Impôts et taxes	434	480	915
- Charges de personnel	7 522	7 442	14 379
- Dotations aux amortissements et provisions	173	491	847
- Autres charges d'exploitation	111	105	169
CHARGES D'EXPLOITATION	8 240	8 519	16 310
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 232	6 219	12 354
+ Produits financiers	459	356	769
- Charges financières	24	79	69
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	4 667	6 496	13 054
+ Produits et charges exceptionnels nets	0	260	-201
- Participation des salariés	242	527	951
- Impôt sur les bénéfices	1 571	2 179	4 133
RESULTAT NET	2 854	4 050	7 769

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2015)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

En milliers d'Euros	31/03/16	30/09/15
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net	2 854	7 769
Annulation des amortissements et provisions	169	624
Plus ou moins value sur cession d'immobilisations	4	-26
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	3 027	8 367
Variation des créances	-1 641	8 009
Variation des stocks	-1 270	368
Variation des dettes	-448	-1 777
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-3 358	6 600
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'EXPLOITATION	-331	14 966
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-141	-522
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6	28
Investissement net d'exploitation	-135	-495
Investissements financiers nets		-3
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	-135	-498
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation des capitaux propres en numéraire	0	0
Dividendes payés	-2 511	-2 508
Emission d'emprunts et dettes financières	0	0
Remboursement d'emprunts et dettes financières	0	0
Variation des comptes courants groupe et associés	-32	32
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE DE FINANCEMENT	-2 543	-2 476
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE TOTALE	-3 009	11 992
Trésorerie à l'ouverture	68 528	56 536
Trésorerie à la clôture	65 519	68 528

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2015)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 30/09/15	2 400	2 927	240	54 825	3	7 769	68 164
Affectation du résultat				5 260	-	3	5 257
Distribution de dividendes					3	-	2 511
Situation au 31/03/15	2 400	2 927	240	60 085	3	2 854	68 510

SOCIÉTÉ GEA

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES AU 31/03/2016

Note n° 1 : Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait marquant n'est à signaler pour cette période.

Note n° 2 : Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement CRC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général (qui abroge le règlement CRC n°99-03 dit « PCG99 » ainsi que ses règlements modificatifs). Ce règlement a été homologué le 8 septembre 2014 et publié au Journal Officiel du 15 octobre 2014.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels amortis selon la méthode linéaire sur 12 mois.

Les dépenses de recherche et développement ne sont pas immobilisées et figurent dans les charges d'exploitation.

b) Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées probables d'utilisations suivantes :

- matériels et outillages	3 à 10 ans
- agencements des constructions	5 à 15 ans
- matériels de transport	5 à 15 ans
- mobilier et matériels de bureau	1 à 10 ans

c) Immobilisations financières

Les valeurs brutes correspondent à la valeur d'entrée dans le patrimoine social. Elles sont éventuellement corrigées d'une provision pour dépréciation destinée à les ramener à leur valeur d'usage.

Les actions propres détenues en vue de la régularisation des cours dans le cadre du contrat de liquidité ainsi que celles détenues en vue de la réduction de capital sont classées dans les immobilisations financières.

La valeur d'inventaire de ces titres est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de l'exercice.

d) Créesances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

e) Stocks et en-cours

Les matières premières et les approvisionnements sont valorisés au coût moyen pondéré (CMP).

Les travaux en cours sont comptabilisés pour leur coût de production évalué au plus bas du coût de revient ou de la valeur réalisable. Il comprend le coût des matières premières et de la main d'œuvre ainsi que les frais généraux rattachés à la production à l'exclusion des frais financiers.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont représentées par des SICAV de trésorerie ou des titres de sociétés cotées. Les parts de SICAV sont évaluées au prix d'achat suivant la méthode FIFO (premier entré/premier sorti). Les pertes latentes, calculées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur probable de négociation font l'objet d'une provision pour dépréciation le cas échéant.

La valeur d'inventaire des titres de sociétés cotées est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de l'exercice.

g) Opérations en devises

Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque.

Les créances en devises faisant l'objet d'une couverture à terme figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de couverture.

h) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué des montants facturables aux clients en fonction des dispositions contractuelles (cahier des charges).

Les produits constatés d'avance correspondent aux produits facturés selon ces dispositions contractuelles pour leur quote-part supérieure au degré de réalisation effectif des travaux.

i) Prise en compte du revenu

Du fait des spécificités techniques des contrats, la marge est prise en compte lors de l'achèvement des installations.

j) Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont comptabilisés sur la base des indemnités de départ en retraite prévues par la convention collective, charges sociales incluses.

La provision correspond aux indemnités actualisées qui seraient allouées au personnel à l'âge de 65 ans compte tenu du taux de rotation et de l'espérance de vie évaluée pour chaque salarié.

Les engagements ont été calculés avec la table INSEE F 2010-2012.

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat.

(Données en euros)

Note n° 3 : Immobilisations incorporelles

	Montant au 30/09/15	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/03/16
Valeur brute	707 153	14 183		721 337
Amortissements	694 778	16 054		710 832
Valeur nette	12 375			10 505

Ce poste est constitué des logiciels acquis par l'entreprise.

Note n° 4 : Immobilisations corporelles

Valeur brutes

	Valeur brute en début d'exercice	Acquisitions	Sorties	Virement de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
Installations techniques, matériels et outillages	1 585 523	54 981			1 640 504
Agencements divers	1 723 705	28 527			1 752 233
Matériels de transport	1 705 299	27 570			1 706 886
Autres immobilisations corporelles	885 693	15 919	25 984		901 611
TOTAL	5 900 220	126 997	25 984		6 001 233

Amortissements

	Montant en début d'exercice	Dotations	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Installations techniques				
matériels et outillages	1 409 930	22 190		1 432 121
Agencements divers	1 286 947	34 781		1 321 729
Matériels de transport	1 140 257	71 541	24 615	1 187 182
Autres immobilisations corporelles	790 463	28 401		818 863
TOTAL	4 627 597	156 914	24 615	4 759 896

Note n° 5 : Immobilisations financières

Ce poste se décompose ainsi :

	Valeur brute au 30/09/15	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31/03/16
Participations	0	0	0	0
Actions propres (1) (2)	115 093	236 988	244 684	107 397
Autres immobilisations financières : Dépôts et cautionnements	40 032	800	800	40 032

(1) Détail des variations sur les titres GEA auto-détenus en vue de réduction de capital.

Nombre de titres au 30/09/2015	Acquisitions	Cessions	Nombre de titres au 31/03/2016
0	0	0	0

(2) Détail des variations sur les titres GEA auto-détenus dans le cadre du contrat de liquidité.

Nombre de titres au 30/09/2015	Acquisitions	Cessions	Nombre de titres au 31/03/2016
1 490	3 178	3 195	1 473

Leur valeur de réalisation au 31 mars 2016 est de 113 316 € pour une valeur comptable de 107 397 €.

(Autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 31 mars 2016)

Au 30 septembre 2015, cette valeur de réalisation s'élevait à 112 472 € pour une valeur comptable de 115 093 €.

Une provision pour dépréciation des actions auto-détenues avait été comptabilisée au 30/09/2015 pour un montant de 2 621 €. Elle est donc reprise cette année.

Note n° 6 : Entreprises liées

Aucune donnée significative ne concerne les entreprises liées.

Note n° 7 : Stock et en-cours

Ce poste a évolué comme suit :

	03/2016	09/2015
Consommables et pièces détachées	3 891 758	4 205 965
Provision pour dépréciation matières premières	-	45 129
Travaux en cours	7 209 174	5 791 988
Provision pour dépréciation travaux en cours	-	31 929
	-----	-----
	11 190 932	9 920 896

Note n° 8 : Crédit clients

Crédit clients et comptes rattachés

Ce poste comprend les factures à établir pour un montant de 3 599 610 Euros.

La ventilation de ce poste est la suivante :

Données en euros	09/2015	03/2016
Factures à établir France (TTC)	231 597	398 838
Factures à établir Export	3 459 511	3 200 772
Total	3 691 108	3 599 610

Le chiffre d'affaires export est facturé lorsque les travaux réalisés sont acceptés et après que le client ait donné son accord pour le paiement.

Variation des provisions sur créances clients

Provisions au 30/09/15	Dotations	Reprises	Provisions au 31/03/16
648 084	-	108 694	539 390

Autres créances

Elles se décomposent comme suit :

Fournisseurs	30 604
Personnel et	
Charges sociales	8 128
Etat	901 815
Autres	39 550

	980 097

Variation des provisions sur autres créances

Provisions au 30/09/15	Dotations	Reprises	Provisions au 31/03/16
24 527	-	-	24 527

État des échéances des créances

	Montant Brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Actif immobilisé	40 032			40 032
Clients et rattachés	15 951 582	15 951 582		
Fournisseurs débiteurs	30 604	30 604		
Personnel et comptes rattachés	8 128	8 128		
État et autres collectivités	901 815	901 815		
Débiteurs divers	39 550	39 550		
Charges constatées d'avance	1 063 080	1 063 080		
	18 034 791	17 994 759		40 032

Note n° 9 : Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de SICAV monétaires. Il n'y a pas de titre de sociétés cotées.

Le poste des disponibilités comprend des comptes à terme pour 45 000 000 Euros et des comptes en devises pour 209 121 Euros.

Note n° 10 : Capital social

Le capital social est de 2 400 000 euros.

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Nominal</i>
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 195 528	2,0075 euros
Actions composant le capital en fin d'exercice	1 195 528	2,0075 euros

Les actions nominatives détenues depuis plus de quatre ans bénéficient d'un droit de vote double.

Variation des capitaux propres

	30/09/15	Affectation de résultat N-1	Distribution de dividendes	Résultat de l'exercice	31/03/16
Capital Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat	2 400 000 2 927 021 240 000 54 825 293 2 638 7 768 833	5 260 862 -2 638 -5 258 224	3 209 - 2 510 609	2 853 899	2 400 000 2 927 021 240 000 54 825 293 3 209 2 853 899
	68 163 785	0	-2 507 400	2 853 899	68 510 284

Note n° 11 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques charges s'élèvent à 2 218 555 € et se décomposent ainsi :

	30/09/15	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/03/16
Provision pour garantie clients (1)	539 360	-	-	-	539 360
Provision pour indemnités de départ à la retraite (2)	700 526	-	-	-	700 526
Autres provisions pour risques (3)	978 669	-	406	-	978 263
	2 218 555	-	406	-	2 218 149

(1) La provision pour garantie clients correspond à la couverture de la garantie contractuelle sur les chantiers France, Union Européenne et Export. Elle repose sur une estimation raisonnable des travaux à réaliser pour la période 2015/2016.

(2) La provision pour indemnités de départ à la retraite (charges sociales incluses) au 31 mars 2016 n'a pas fait l'objet d'une mise à jour par rapport au 30/09/15. Ainsi, elle s'élève à 700 526 €, comme au 30/09/15. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux de revalorisation des salaires : 1,00 %
- Taux d'actualisation : 1,24 %

- Taux de charges sociales :	47,00 %
- Taux de rotation du personnel :	
. âge compris entre 20 et 29 ans :	5,00 %
. âge compris entre 30 et 39 ans :	5,00 %
. âge compris entre 40 et 49 ans :	2,00 %
. âge compris entre 50 et 65 ans :	0,00 %

La société GEA a réalisé un versement d'un montant de 1 434 184 € auprès d'un organisme externe pour la gestion de ses indemnités de départ à la retraite le 30 septembre 2013. Au 30 septembre 2015, la valorisation de l'actif cantonné s'élève à 1 463 808 € après actualisation.

(3) Dont :

- Coût de main d'œuvre relatif au remplacement d'un composant défectueux (498 799 €).
- Charge relative à la notification d'un redressement suite à un contrôle fiscal intervenu au cours de cet exercice concernant l'établissement stable de Côte d'Ivoire (479 870 €).

Note n° 12 : État des échéances des dettes

	Montant Brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements :				
- à plus de 1 an à l'origine				
- à moins de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	4 281	4 281		
Avances et acomptes reçus	87 229	87 229		
Fournisseurs	7 757 257	7 757 257		
Dettes fiscales et sociales	4 791 068	4 791 068		
Autres dettes	291 227	291 227		
Groupe et associés	1 703	1 703		
Produits constatés d'avance (1)	11 885 787	11 885 787		
	24 818 552	24 818 552		

(1) Facturation d'avance sur travaux en cours.

Note n° 13 : Charges à payer

Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	4 281
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 906 345
Dettes fiscales et sociales	3 424 603
Autres dettes	251 227

	6 586 456

Note n° 14 : Chiffre d'affaires

Il se décompose ainsi :

a. Répartition par zone géographique :

	France	Export	Total
Ventes de produits fabriqués	15 681 129	7 063 966	22 745 095
Prestations de services et divers	637 103	1 010 389	1 647 492
	-----	-----	-----
	16 318 232	(1) 8 074 355	24 392 587

(1) Répartition du chiffre d'affaires Export par zone géographique (données en K€) :

Union Européenne	EUROPE (hors UE)	ASIE	AMERIQUE	AFRIQUE	Total
(2) 2 903 K€	651 K€	1 364 K€	1 043 K€	(3) 2 114 K€	8 074 K€

(2) Ce montant comprend le chiffre d'affaires réalisé en Croatie par l'intermédiaire de l'établissement stable.

(3) Ce montant comprend le chiffre d'affaires réalisé en Côte d'Ivoire par l'intermédiaire de l'établissement stable.

b. Répartition par activité

Péage et parking	Maintenance	Divers (Prest. services)	Total
22 745 K€	1 626 K€	21 K€	24 393 K€

Note n° 15 : Résultat exceptionnel

Produits de cessions d'éléments d'actif	5 800	Euros
Autres produits exceptionnels	1 997	Euros
Reprises de provisions (cf. note n°11)	406	Euros
Charges exceptionnelles diverses	- 6 483	Euros
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	- 2 168	Euros
Provisions pour risques exceptionnels (cf. note n°11)	-	Euros
<hr/>		
	- 449	Euros

Rapport du Commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

GEA

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 2 400 000 €
ZIRST
12 Chemin Malacher
38240 Meylan

Grant Thornton

SA d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux Comptes
Au capital de 2 297 184 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Paris – Ile de France et membre de la
Compagnie régionale de Paris
RCS Paris B 632 013 843
Cité Internationale
44, quai Charles de Gaulle
CS 60095
69463 Lyon Cedex 06

Période du 01 octobre 2015 au 31 mars 2016

Rapport du Commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

Société GEA

Période du 01 10 2015 au 31 03 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société **GEA**, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2015 au 31 mars 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Lyon, le 27 juin 2016

Le Commissaire aux Comptes
Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Thierry Chantant
Associé

GEA

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2016

Nous soussignés, attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Meylan, le 24 juin 2016

Serge Alexis Zaslavoglou
Président du Directoire

Grigori Zaslavoglou
Directeur Général